

## Bujumbura accueille des assises régionales sur la vaccination

ARIB News, 15/10/2019 – Source Xinhua Les responsables des programmes nationaux de vaccination de dix pays d'Afrique centrale échangent sur "les expériences de bonnes pratiques". Une réunion régionale réunissant des directeurs des Programmes Élargis de Vaccination (PEV) de dix pays d'Afrique centrale a été ouverte mardi à Bujumbura, capitale économique du Burundi, pour échanger sur "les expériences de bonnes pratiques" en matière de vaccination.

L'ultime objectif de ces assises régionales prévues pour trois jours est de faire en sorte que tous les enfants ressortissants des dix pays cibles aient accès à "tous les services complets" en matière de vaccination, a déclaré dans son allocution d'ouverture Dr Jocelyne Nsanzerugeze, assistante du ministre burundais de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida. Les dix pays prenant part à cette rencontre de Bujumbura sont l'Angola, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC), le Congo, Sao Tomé et Príncipe, le Tchad et le Burundi. Le gouvernement burundais se réjouit que le Burundi occupe la première place parmi les pays d'Afrique centrale qui affichent le meilleur taux de couverture vaccinale depuis plusieurs années, a affirmé Dr Nsanzerugeze. "L'ouverture de ces assises sanitaires des pays d'Afrique centrale sur la vaccination à Bujumbura est un signe qui ne trompe pas que les relations sont au beau fixe entre le Burundi et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) d'une part, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) d'autre part", a-t-elle souligné. Cette performance du Burundi dans le domaine de la vaccination est le résultat des efforts fournis à tous les niveaux de l'administration publique burundaise au cours des diverses campagnes de sensibilisation de la population à de multiples avantages du processus de vaccination, a-t-elle expliqué. Toutefois, le Burundi fait face encore à certains défis en la matière, a-t-elle reconnu, en pointant du doigt notamment l'existence des "disparités" entre certains districts sanitaires au niveau de la couverture vaccinale et de surveillance des maladies évitables par la vaccination.